

Le journal  
de Saint-Denis

[www.lejsd.com](http://www.lejsd.com)

# JSD

N°928 1,00 €  
Du 3 au 9 octobre 2012

**« L'alimentation est  
un enjeu de société »**



**Le marché du bio.** Michel Besson, directeur de la coopérative Andines, est l'un des huit co-auteurs du livre « La bio entre business et projet de société ». Rencontre.

**Même marginal**, le bio est aujourd'hui un marché juteux, accaparé à 80 % par la grande distribution. Un chiffre d'affaires en hausse de 30 % de 2008 à 2010, avec des prix de vente de dix à vingt fois supérieurs au tarif consenti au producteur. On est loin des idéaux prônés par les pionniers de l'agriculture biologique et les militants qui leur emboîtent le pas. Agronomes, paysans, journalistes, ils sont huit à mettre les pieds dans le plat avec un livre aussi documenté qu'éclairant, *La bio entre business et projet de société*. Parmi eux, Michel Besson, directeur de la coopérative Andines à Saint-Denis, et de Minga, fédération d'associations du commerce équitable à Aubervilliers. « Pour ce livre, nous avons rencontré 400 personnes dans une dizaine de pays, précise-t-il. Pour nous, l'alimentation est un enjeu de so-

ciété. Elle est l'affaire de tous les citoyens, alors que les messages des médias essaient de la réduire à un concept technique. D'ailleurs, le cahier des charges de l'agriculture biologique en écarte tout le côté humain. »

### « Il faut relocaliser l'économie mondiale »

Les exemples abondent au fil des pages de cette biocompatibilité avec l'exploitation et la spoliation. Ainsi ces immigrés clandestins au sud de l'Espagne, « comme dans le Sud-ouest en France », ajoutera Michel Besson. Ou ces paysans chassés de leurs terres, au Brésil pour des palmiers à huile, et en Bolivie pour des étendues de quinoa, céréale réservée à l'export, et aliment traditionnel désormais supplanté par le riz thaïlandais, moins cher. S'il proscrit toute contamination chimique, le label bio AB s'accommode donc d'une monoculture intensive au détriment des cultures vivrières. Ainsi que des atteintes à l'environnement, tels la déforestation ou l'épuisement des nappes phréatiques constaté au Maroc ou en Israël.

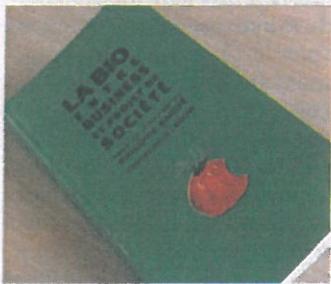
Souvent associée à la bio, l'estampille « équitable » n'est qu'un argument commercial

supplémentaire, hors de toute transparence, estime Michel Besson. Le café du Guatemala vendu par Andines est « récolté, torréfié, moulu et emballé sur place », souligne-t-il. Ce qui permet au producteur de garder la valeur ajoutée, et de toucher 40 % du prix final, au lieu des 7 à 8 % habituels. Mais pour lui, seules ces cultures inadaptées à nos climats justifient qu'elles soient importées. « Il faut relocaliser l'économie mondiale », préconise-t-il. Autrement dit, privilégier les circuits courts du producteur au consommateur. Les alternatives du genre, comme les deux Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) constituées par des Dionysiens, ne manquent pas. Même aux États-Unis où des municipalités réservent des parcelles à des jardins communautaires.

Lutter contre « un véritable apartheid alimentaire » condamnant les pauvres à la malbouffe, c'est l'une des pistes avancées dans une perspective plus large. Celle de « la terre en tant que bien commun » que valorise « l'agroécologie », ce savoir-faire paysan malmené par l'agrobusiness y compris bio où n'ont cours que les semences hybrides. « Faut-il pouvoir prouver qu'on peut dégager une marge suffisante, Andines fonctionne depuis vingt-cinq ans sans emprunt bancaire », soupire Michel Besson. Heureusement, des alternatives ont vu le jour, là aussi, avec prêts personnels et financement solidaire. ●

Marylène Lenfant

**La bio entre business et projet de société** 428 pages, 22 €, aux éditions Agone (en vente à la librairie Folies d'encre).



**« Pour ce livre, nous avons rencontré 400 personnes dans une dizaine de pays », précise M. Besson, directeur d'Andines à Saint-Denis et de Minga, fédération d'associations du commerce équitable.**